

A la veille de son 37^e congrès : le PCF au bord du gouffre ?

mardi 12 avril 2016, par [MARTELLI Roger](#) (Date de rédaction antérieure : 11 avril 2016).

Le PCF va tenir son 37^e congrès du 2 au 5 juin prochain. À quelques mois d'une redoutable année électorale, ce congrès risque de voir s'accroître les clivages d'une organisation qui ne sait plus comment enrayer son déclin.

Sommaire

- [Un choix de direction contesté](#)
- [Le dilemme](#)
- [La direction au pied du mur](#)

Un congrès communiste est désormais une mécanique complexe, dans un parti qui récuse officiellement l'existence des tendances depuis 1921. Quand se réunit un congrès, il ne peut discuter de plusieurs textes d'orientation. Toutefois, depuis quelques années, les adhérents choisissent au préalable la « base commune » qu'ils vont pouvoir amender. Le Conseil national (160 membres) propose donc son texte, mais des documents alternatifs peuvent être soumis, s'ils sont signés par trois cents cotisants venant d'au moins trente fédérations. Une fois le choix accompli (ce sera fait du 2 au 5 mai prochain), il n'y a plus qu'un texte en débat.

Jusqu'à ce jour, l'orientation initiale de la direction a été retenue à chaque congrès, en général de façon confortable : en 2013, par exemple, elle avait recueilli 73% des 35.000 votants (sur 64.000 cotisants officiellement recensés), les trois autres textes se partageant le quart des suffrages restants.

Un choix de direction contesté

Cette fois, les textes alternatifs sont au nombre de quatre. Trois d'entre eux, comme c'était le cas dans les précédents congrès, sont présentés par des sensibilités dites « traditionnelles » ou orthodoxes. Le premier est celui de la Riposte (Greg Oxley) et il est intitulé « Pour une politique communiste » (48 départements, notamment le Gard, le Nord, les Côtes d'Armor, l'Eure-et-Loir). Le second est celui du groupe Faire vivre le PCF ; ses signataires se répartissent dans 49 départements (surtout l'Hérault, le Pas-de-Calais et le Rhône) et il est titré « Unir les communistes ». Parmi les signatures les plus notables, celles d'Hervé Poly du Pas-de-Calais, de Jean-Jacques Karman d'Aubervilliers et de Michèle Picard, la maire de Vénissieux. Le troisième, enfin, dont les signataires sont regroupés surtout dans une dizaine de départements sur 36 en tout (dont le Tarn, Paris, l'Aisne, la Haute-Garonne et l'Isère), est chapeauté par une partie des sortants minoritaires au Conseil national (dont le parisien Emmanuel Dang Tran).

Ceux-là critiquent régulièrement la direction pour ne pas valoriser suffisamment l'identité communiste et pour diluer l'organisation dans des rassemblements qu'ils jugent insuffisamment révolutionnaires, que ce soit avec le PS ou sans lui. Le fait nouveau est que concourt cette fois un

texte d'une sensibilité toute différente. Si la région parisienne y a la part belle, ses signataires sont territorialement mieux répartis que les autres listes : 59 départements en tout, les dix premiers regroupant moins de la moitié du total (deux tiers à quatre cinquièmes pour les autres listes). Pour ces militants communistes, de responsabilités et de générations différentes, la critique ne porte pas sur une carence d'identité, mais sur la manière de la faire vivre ; elle ne concerne pas la recherche d'un rassemblement, mais ses contours. Les trois autres font grief à la direction de privilégier le rassemblement, y compris à la gauche du PS ; la quatrième préfère mettre en garde contre un abandon de fait du Front de gauche, au profit d'un autre rassemblement, qui serait à nouveau centré sur les socialistes, fussent-ils plus à gauche.

Un nombre important de ses signataires (plus de sept cents à ce jour) s'étaient déjà comptés au congrès précédent en proposant une « métamorphose » du PC, comme c'est le cas de Patrice Cohen-Seat qui vient de publier un intéressant livre de réflexion éclairant sa démarche [1]. On y trouve aussi de jeunes intellectuels et chercheurs (Yann Le Lann, Hugo Touzet, Frédérick Genevée) des élus et anciens élus (Patrice Leclerc, François Meyroune, Roland Muzeau, Muguette Jacquaint, Nicole Borvo, Brigitte Gonthier-Maurin) et même quelques figures « historiques » du parti (Roland Leroy, Michel Duffour, Jean Combasteil). Ceux-là ont en commun, avec les autres militants, de maintenir l'hypothèse d'une forme partisane autonome - un parti communiste. Mais ils se distinguent des autres par le refus d'une forme doctrinale et d'une conception rigide de l'organisation. Et ils se démarquent surtout par le double refus d'une fermeture du PC sur lui-même (d'où la référence à un Front de gauche « décartellisé ») et d'une mise à la remorque d'une logique social-démocrate, quand bien même elle serait gauchie.

Les quatre listes s'accordent au moins sur un point : elles récusent le processus des primaires dans lequel s'est engagée la direction du parti. De quoi s'agit-il ? Quand le PCF s'est engagé dans la démarche de Front de gauche, en 2009, il espérait qu'elle allait lui permettre de conserver sa base territoriale d'implantation. Les communistes finirent donc par se résoudre à laisser Jean-Luc Mélenchon concourir à la présidentielle, mais ils s'attachèrent à confirmer leur présence dans toutes les autres élections. Or leurs espoirs ont été déçus. Les législatives de 2012, malgré le bon score de Mélenchon, ne furent pas si mauvaises en pourcentages (6,9% contre 4,4% en 2017) mais le nombre de députés communistes est passé de 12 à 7. Le Front de gauche a amélioré les résultats communistes par le bas, mais il n'a pas interrompu l'érosion par le haut... Les élections suivantes ont été plus maussades encore. Aux municipales de 2014, le PCF a perdu plus d'un quart des communes de plus de 3 500 habitants qu'il gérait jusqu'alors. En 2015, il perd à nouveau plus du quart de ses conseillers généraux et, pire encore, il est privé des deux tiers de ses conseillers régionaux.

Quel que soit le type d'élections, le Front de gauche n'a pas enrayer le déclin électoral. Combien d'élus communistes et « républicains » ? Difficile à dire. En 2008, l'association des élus, l'ANECR, annonçait près de 9.500 élus (en 1977, le chiffre était de 28.000), mais certaines données internes laissaient supposer qu'ils étaient en fait moins de 7.000. À ce jour, il n'existe pas de statistiques officielles, mais après une séquence électorale 2014-2015 désastreuse pour la gauche, on peut penser que le recul se situe entre un tiers et la moitié du niveau d'avant 2009. Pendant quelques décennies, on pouvait observer un contraste net entre des scores présidentiels et législatifs modestes et des résultats locaux plus solides. Ce n'est plus le cas aujourd'hui [2].

Le dilemme

L'affaiblissement du tissu électif territorial met en cause la dynamique d'ensemble de l'organisation. Des années 1920 aux années 1970, le communisme français pouvait s'appuyer sur quatre socles : un

tissu partisan nationalisé entre 1936 et 1978 ; une mouvance syndicale active, notamment autour de la CGT ; une galaxie associative active ; un tissu de représentation locale, avec notamment un « communisme municipal » original et bien rôdé. À partir des années 1980, la base militante s'érode, le syndicalisme d'influence communiste s'affaiblit et s'affranchit de toute tutelle, le monde associatif propice à l'action communiste s'affaiblit globalement et se trouve débordé par les modalités nouvelles de sociabilité. Restaient le communisme municipal et le matelas d'élus nationaux et locaux : les deux sont sévèrement atteints par la débâcle de 2014-2015.

Même rétracté, le vivier militant du PCF reste le plus dense de la gauche de gauche ; mais sans le socle des élus, le contact avec la société tout entière s'étiole... et les ressources financières se tarissent. Manifestement, la direction actuelle a été traumatisée par le dernier scrutin, celui des régionales de décembre dernier. Comment faire, en 2017, pour éviter la disparition de la scène institutionnelle nationale ?

Au début des années 1960, dans le cadre de l'union de la gauche naissante, le PCF avait fait du théâtre municipal le lieu par excellence de réalisation de l'union. L'union locale de la gauche, dès le premier tour, est alors devenue la norme. Mais les autres scrutins maintenaient la vieille logique républicaine : au premier tour on choisit, au second on élimine. En 1998, Robert Hue fit décider une entorse à la règle générale : la direction choisit pour la première fois la règle des listes communes de gauche au premier tour. Le PCF y gagna certes un contingent d'élus régionaux jusqu'alors inégalé ; mais il en paya aussi l'addition nationale, et lourdement. En choisissant la formule des primaires de toute la gauche [3], Pierre Laurent risque ainsi de replacer les communistes dans la logique qui fut celle de la « gauche plurielle » (1997-2002), mais appliquée cette fois au scrutin législatif. Et il le fait à un moment d'affaiblissement accru du communisme politique.

Manifestement, ce choix bouscule la culture militante d'une manière jusqu'alors inconnue. Pierre Laurent a certes obtenu le quitus des cadres intermédiaires. Lors du Conseil national qui devait décider du projet de « base commune », le texte évoquant les questions de la tactique électorale a été adopté par les quatre cinquièmes des présents au moment du vote (mais les votants représentaient moins de la moitié des effectifs du Comité central). Le numéro un du PC peut théoriquement s'appuyer sur la majorité des responsables fédéraux, sur les maigres effectifs de Gauche unitaire - les amis de Christian Picquet, qui ont rejoint le PC en 2015 -, sur les anciens « marchaisiens » regroupés autour de la Section économique et sur la plus grande part des anciens « huistes ». Mais les choses sont moins simples dans les échelons inférieurs.

Il faut maintenant attendre les résultats du vote interne du début mai. Officieusement, la direction affiche un optimisme qui lui laisse espérer une nette majorité absolue en faveur de son projet. Pourtant en 2012, le total des trois listes alternatives avait légèrement dépassé les 25%. Le quatrième texte aujourd'hui déposé a pour lui une implantation nationale un peu plus large et un grand nombre d'intervenants de la tribune de discussion interne, et notamment des secrétaires fédéraux, n'ont pas signé le texte mais s'expriment dans un sens voisin du sien. À cela s'ajoute le fait qu'un millier de militants (notamment Francis Parny et Brigitte Dionnet, une proche de Marie-George Buffet) ont signé un texte demandant un soutien du PC à la candidature de Jean-Luc Mélenchon. On peut légitimement penser qu'une part de ces militants, même sans l'avoir signé, votera un texte qui propose de faire du rassemblement du Front de gauche la seule base possible d'une construction politique en 2017.

La direction au pied du mur

Le vieux réflexe de légitimité jouera-t-il une fois de plus en faveur de la direction ? Son texte sera-t-il

majoritaire ? Si majorité il y a, sera-t-elle absolue ou seulement relative ? Autant de points qui peuvent faire basculer le PCF dans une phase nouvelle. D'ores et déjà, on peut dire que la démarche engagée au sommet se heurte à une double difficulté. La première tient à ce que le dialogue avec les socialistes se mène à un moment où la politique de l'exécutif provoque un rejet massif, bien au-delà du seul PC et même de la gauche de gauche. Or la majorité socialiste soutient la politique de l'Élysée et de Matignon, et la timidité des frondeurs, tout comme leur trajectoire fluctuante depuis 2012, ne les rend pas très attractifs dans l'espace communiste militant.

Par ailleurs, le processus même des primaires bat sérieusement de l'aile, faute de projet commun possible et de personnalités capables d'agréger l'espace global de la gauche. Dany Cohn-Bendit lui-même a pris acte de l'impasse et se réfugie dans l'hypothèse a priori sympathique mais improbable d'une candidature Hulot. Noël Mamère, de son côté, n'a pas exclu de se proposer comme une alternative possible. Que fera donc le PCF dans cette situation ? Soutenir une des figures marquantes de l'exécutif ? Pierre Laurent l'a exclu a priori. Soutenir un frondeur plutôt que Mélenchon ? Quels que soient les contentieux entre le PC et le PG, un tel choix paraîtrait tout aussi moralement difficile qu'électoralement incertain : dans bien des cas, ce sont plutôt des personnalités de la « gauche » socialiste qui menacent localement les positions électorales des communistes. Présenter un candidat communiste, faute de mieux ? Ce serait aller vers un nouveau camouflet. Soutenir Mélenchon *in fine* ? Cela paraîtrait le plus raisonnable ; mais après avoir dit tant de choses désagréables sur lui, la décision ne manquera pas d'apparaître comme une reculade. En bref, pour reprendre une formule désormais à la mode, le PCF semble s'être engagé dans le processus des primaires sans le moindre plan B...

Une fois de plus, la direction communiste justifie sa démarche des primaires par le souci du « plus large rassemblement ». Autour de 10% comme en 2012, c'est trop peu... Dans un livre qui vient de sortir, Pierre Laurent met la barre plutôt haut : 99% [4]. À vrai dire, cela me rappelle... les années 1990. En ce temps-là, avec mes amis « refondateurs », je plaçais pour un « pôle de radicalité » rassemblant les forces critiques, partisans ou non, pour rompre avec les logiques gestionnaires suivies depuis 1983. On me répondit alors, dans la direction communiste, que j'étais « petit bras », que je ne pensais qu'à la « petite gauche », qu'il fallait voir « grand angle » et viser de hauts scores électoraux. En vertu de quoi, le PCF s'engagea dans la gauche plurielle et Robert Hue atteignit le score grand angle de 3,4%. J'ai donc pris depuis longtemps l'habitude des discours d'ouverture qui, en pratique, annoncent de grands ralliements (au PS) ou de grands enfermements (sur le PC lui-même).

Qu'on le veuille ou non, l'enjeu de 2017 à gauche est assez simple à exprimer. Après tant d'années d'errements socialistes, la gauche est affaiblie structurellement. En l'état, elle ne peut battre la droite ; elle ne peut pas enrayer la montée de l'extrême droite. Car, faute de rupture assumée par tous, elle ne peut gouverner ensemble, elle ne peut que désespérer, nourrir le ressentiment et pousser vers le FN. Redonner force à une gauche bien à gauche reste de ce fait un enjeu crucial. Depuis 20 ans, cette gauche-là obtient des scores qui oscillent au total entre 9% (présidentielle 2007) et 19% (présidentielle 2002). En 2012, avec environ 15% des exprimés, cette gauche de gauche ne fut pas dans ses plus hautes eaux. Mais, pour la première fois, autour du vote Mélenchon, elle est parvenue à une concentration significative, qui la replaçait dans le jeu électoral.

Aujourd'hui, le moins que l'on puisse dire est que cette gauche n'est pas au mieux de sa forme. Elle hésite sur son profil général, sur ses discours, sur son projet et sur ses méthodes. Au cœur d'une société qui doute, dans un état prolongé de crise politique, cela n'a rien de si étonnant. Mais quelles que soient les dissensions, quelles que soient les rancœurs, il serait impensable que l'autre gauche revienne à la situation d'avant 2012. Il est inenvisageable qu'elle ne soit pas présente au premier tour de l'élection présidentielle ; il est inconcevable qu'elle s'y montre désunie. Les bonnes raisons ne manquent jamais pour se tourner le dos. Mais si l'espace le plus à gauche se dispersait à nouveau

en 2017, il contredirait ce qui fut en 2012 une espérance. Il ne serait donc pas à la hauteur des enjeux.

Même affaibli, le PCF pèsera dans un sens ou dans l'autre. Alignement sur un vote « utile », dispersion à la gauche de la gauche ou convergence alternative : les communistes tiennent en leur main une part de la réponse. Elle ne les concerne pas seuls ; elle met en jeu bien davantage que des intérêts partisans à courte vue. On doit espérer qu'ils ne l'oublieront pas dans les semaines à venir. Et que nul ne l'oublie, en dehors d'eux.

Roger Martelli

P.-S.

* « PCF : au bord du gouffre ? ». Regards. 11 avril 2016 :

<http://www.regards.fr/qui-veut-la-peau-de-roger-martelli/article/pcf-au-bord-du-gouffre>

Notes

[1] Patrice-Cohen Seat, Peuple ! Les luttes de classes au XXI^e siècle, Éditions Démopolis, 2016, 20 euros.

[2] Lire aussi « Municipales : PC, l'autre Bérézina ». Disponible sur ESSF (article 31597), [Le PCF et les municipales : une Bérézina... pas Waterloo. La chute en Seine-Saint-Denis](#) et « PCF en Seine-Saint-Denis : la chute » :
<http://www.regards.fr/web/article/pcf-en-seine-saint-denis-la-chute>

[3] Lire « Pierre Laurent : la primaire à quel prix ? ». Disponible sur ESSF (article 37288), [Pierre Laurent : la primaire à quel prix ? Pari hasardeux et calculs électoraux](#).

[4] Pierre Laurent, 99 %, Cherche Midi, 9,80 euros.